



Livret pédagogique d'accompagnement

Jean Jülich - Allemagne

La montée du national-socialisme puis la nomination d'Hitler à la Chancellerie (30 janvier 1933) ont fait naître bon nombre de vocation de résistants. Suite à l'interdiction le 22 juin 1933 du principal parti politique d'opposition, le SPD, et la dissolution des autres partis politiques, c'est tout naturellement que la résistance au régime nazi est née au sein des groupes d'opposants politiques (SPD, communistes, syndicalistes etc.). Au début cantonnée à ces milieux spécifiques et proches du pouvoir, la résistance allemande a peu à peu gagné du terrain aussi bien au sein des couches populaires que de l'armée. Des soldats allemands, au-delà de leurs fonctions, sont entrés en résistance. Après avoir pris conscience qu'ils étaient les complices d'une bande de criminels organisés étatique, ces agents doubles ont, entre autres, permis la transmission d'informations précieuses aux alliés.

Les résistants allemands n'ont pas été épargnés par le régime : répressions violentes, déportations, élimination sont monnaie courante dès le début du conflit. Dans ce contexte, nombreux seront les résistants allemands qui s'exileront.

La résistance allemande a su lutter efficacement contre l'ennemi nazi et ainsi préparer les bases d'une Allemagne d'après guerre aux fondements démocratiques.

Ursula Kataryuska et Maria Stypulkowska-Chojecka - Pologne

Le 1^{er} septembre 1939, la Pologne est le premier pays à subir de plein fouet la politique de conquête du régime nazi, qui pour satisfaire la mise en place de son « espace vital » entend annexer une bonne partie du territoire de ses voisins. Ne pouvant affronter la machine de guerre allemande, Varsovie capitule sans condition et doit, dès le 17 septembre, affronter l'invasion soviétique sur frontière est. En moins d'un mois la Pologne est dépecée. Le pays est alors, selon les closes secrètes du Pacte germano-soviétique, partagé en deux zones d'occupation. Dès lors, se développe une résistance de principe face à l'attitude des occupants. L'occupation nazie de la Pologne n'a rien de comparable avec celle des pays de l'ouest comme la France. Le but ultime d'Hitler y est de dépecer le pays de sa population et le transformer en terres ouvertes à la colonisation allemande. Via le système des ghettos et des camps de travail, le régime nazi entend mener à bien son programme d'élimination et de destruction des élites et des juifs. Pour Hitler, il ne s'agit pas de nazifier le pays mais bien de l'asservir. Face à cette particularité, la résistance polonaise revêt une caractéristique spécifique : résister en Pologne c'est avant tout lutter pour préserver l'identité et la culture.

Alors qu'Hitler poursuit sa conquête de l'Europe, dans l'ensemble des pays où il est maître, son programme d'extermination de tous les juifs se concrétise. La « solution finale », qui entend industrialiser la mort dans des camps où les juifs seront exterminés, dépasse l'entendement. L'objectif affiché est l'extermination totale du peuple juif en Europe soit 11 millions de personnes. En Pologne, les juifs sont, entre autres, parqués dans le ghetto de Varsovie.

En 1943, la liquidation du ghetto de Varsovie se poursuit. La défense du ghetto de Varsovie reste l'un des actes de résistance dès plus accomplis grâce à une cohésion entre les différents réseaux sans équivalent en Europe. C'est alors toute une nation qui tente, par tous les moyens, de se maintenir.

Malgré la détermination et la force des résistants polonais, ils ne pourront rien face aux troupes de l'armée rouge qui, en libérant le pays en janvier 1945, y installent un gouvernement à la solde de Moscou. Pour les résistants, le combat n'est pas fini. Il s'agit à présent de lutter contre ce nouvel envahisseur. Ces résistants qui s'étaient battus avec tant de courage et de détermination contre les nazis voient leurs rêves de liberté déçus et certains de leurs compatriotes emprisonnés dans des camps de travail soviétiques.

Themis Marinos - Grèce

Au cœur des prétentions italiennes, la Grèce a su dès 1940 repousser les tentatives d'invasion de son voisin fasciste. Mais suite à l'invasion de la Yougoslavie, la jonction entre les troupes nazies et les troupes italiennes est faite, laissant libre la route vers la conquête de la Grèce. L'armée grecque, s'effondre rapidement malgré l'appui des troupes britanniques. Dès le 27 avril, le drapeau nazi flotte sur l'Acropole et le pays occupé.

Dès lors de nombreux réseaux de résistants se mettent en place. L'une des actions les plus grandioses menée par la résistance grecque reste la grande opération de sabotage sur le Gorgopotamos pilotée par les forces du SOE en coordination avec l'ensemble des réseaux de résistants locaux. Couronné d'un large succès, cet acte de résistance reste avant tout un magnifique acte de coopération. Au-delà des factions et des luttes internes, les différents courants de résistance ont su s'unir et faire front commun contre l'ennemi.

En effet, la résistance Grèce reste marquée par des distorsions internes importantes. Peu à peu, les communistes de l'EAM avec leur armée de libération nationale sont devenus majoritaires. Mais pour Churchill, il est inconcevable de perdre le contrôle de la Grèce et donc d'une partie de la Méditerranée en laissant un pouvoir communiste s'y installer. Dans cette perspective, il envisage le retour du roi mais ce dernier, peu populaire, reste fortement entaché de ses liens avec la dictature d'Ioánnis Metaxás.

Face à l'avancée des troupes anglo-américaines, les allemands évacuent Athènes le 12 octobre 1944 et le 14 les alliés y font leur entrée, accueillis en libérateurs par la population. Les intentions anglaises de désarmer l'EAM et d'imposer le retour du roi ne tardent pas à se révéler. Alors que le problème nazi n'est toujours pas solutionné, les britanniques envoient de nouvelles troupes, non pas pour lutter contre les derniers nazis présents mais contre les résistants communistes. Alors que la bataille d'Athènes fait rage, les communistes grecs prennent rapidement conscience que le grand frère soviétique ne leur sera d'aucun secours, ils signent donc avec les britanniques les accords de Varkiza en échange de la promesse de la tenue d'élections libres et rendent les armes. Nombreux sont les espoirs d'indépendance de la patrie, de justice sociale et de démocratie alors déçus. Refusant de mettre fin à leurs idéaux et à la lutte, certains résistants reprirent le maquis et une guerre civile éclata.

Ragnar Ulstein - Norvège

Suite à l'invasion de la Pologne, la France et le Royaume-Uni avaient déclaré la guerre à l'Allemagne sans pour autant lancer la moindre offensive militaire. Laissant les polonais en proie aux ambitions nazies et soviétiques, les alliés entendent contrer l'avancée allemande en la privant du minerai suédois alors indispensable au bon fonctionnement de sa machine de guerre. Ils débarquent alors en Norvège. Mais dès le 9 avril 1940, Hitler y lance une contre-offensive annexant au passage le Danemark.

Le roi Haakon VII de Norvège s'exile alors en Grande-Bretagne. Profitant de la vacance du pouvoir, Vidkun Quisling, membre du parti national d'extrême droite, le Nasjonal Samling, prend la tête du pays et annule l'ordre de mobilisation nationale contre les troupes allemandes. Une résistance civile interne s'organisa et pris alors une composante spécifique, luttant à la fois contre l'occupant nazi mais aussi contre ce pouvoir fasciste illégitime.

Tout comme dans de nombreux pays européens, la résistance norvégienne peut se revendiquer de nombreux gestes héroïques : propagande, sabotages, éliminations physiques de collaborateurs, etc.

Le pays resta occupé jusqu'à la capitulation allemande le 8 mai 1945. Les Hommes de la résistance, reprirent unes à unes les positions nazies, de sorte que la transition entre l'occupation et la protection alliée se fit en douceur. Effectivement dans les pays du nord de l'Europe, la majorité de l'opinion publique semble ralliée à la cause de la résistance. Pourtant, en Norvège comme au Danemark, les résistants malgré leur combat courageux face au diktat nazi ne pèseront pas réellement sur l'avenir politique. Dans ces pays, où les traditions démocratiques étaient fortement ancrées, les institutions d'avant-guerre retrouvèrent rapidement et naturellement leur place. Ainsi, en Norvège, la libération du pays sonna le retour du gouvernement en exil puis du roi Haakon VII.

John Earle – Yougoslavie

Au prétexte de porter assistance à son allié italien embourbé en Grèce, Hitler, s'attaque à l'Europe du sud. Une vaste offensive militaire est lancée en Yougoslavie. La Wehrmacht, fit tomber Belgrade le 6 avril 1941. Le roi Pierre II et son gouvernement rejoignirent alors la Grande-Bretagne. Le 10 avril Zagreb tombe. Les troupes allemandes, acclamées par une large frange de la population, y font une entrée triomphante. L'arrivée des nazis dans leur fief, permet alors aux nationalistes croates oustachis de s'affranchir du Royaume de Yougoslavie et d'obtenir un État croate indépendant. En parfait auxiliaire d'Hitler, Ante Pavelić, est placé par les allemands et les italiens à la tête du pays. Il applique alors à la lettre les directives nazies et une véritable purification ethnique se mis alors en place.

Luttant contre l'occupation et les nouveaux pouvoirs en place, une résistance active s'organisa dès 1941. Répondant à l'appel de Staline, un croate du nom de Josip Broz dit Tito mis sur pied un comité militaire et proclama l'insurrection nationale le 4 juillet 1941. Ce chef charismatique engagea, sans aucune aide extérieure, une lutte armée et parvient à réunir sous la bannière du communisme différentes nationalités yougoslaves. Ainsi, le combat mené par les partisans de Tito est à la fois un combat pour la liberté mais surtout une guerre idéologique.

Au delà des nombreux succès des résistants yougoslaves, se sont surtout les clivages qui les caractérisent, d'un coté les communistes partisans de Tito et de l'autre les tchetniks issus de l'armée royale déchue et dirigés par Mihajlović. Alors que pour Tito ce combat revêt une dimension révolutionnaire et idéologique, pour Mihajlović il ne s'agit que de restaurer l'ordre établi avant guerre. C'est pourquoi, le roi en exil en fera son principal porte-parole sur place.

Dans ce contexte, c'est donc tout naturellement que l'aide britannique s'oriente d'abord vers Mihajlović. Pourtant les querelles internes entre les différents chefs de guerre tchetniks auront raison de ce soutien allié. Churchill dont le but final est d'en finir définitivement avec le nazisme, réoriente sa stratégie, préférant apporter son aide aux partisans de Tito qui forment alors une véritable armée. Le roi Pierre II se voit donc dans l'obligation de le reconnaître comme chef de la résistance yougoslave et appelle les tchetniks à rejoindre ses rangs. Le choix de Churchill, loin d'être anodin, prouve que l'URSS pèse déjà dans le partage politique de la nouvelle Europe. Ainsi, les enjeux politiques de l'après guerre orchestrent déjà le maquis yougoslave.

Andrée Dumon - Belgique

La conquête des pays scandinaves n'était qu'un objectif périphérique pour Hitler, qui dès le 10 mai 1940 lance une grande offensive vers l'ouest. En seulement 18 jours, le roi de Belgique Léopold III, capitule contre l'avis de son gouvernement. Celui-ci, qui entendait poursuivre le combat s'exile en France puis à Londres et déclare le roi dans l'impossibilité de régner. Léopold III estimant que son statut de chef de l'armée l'oblige à rester en Belgique se soumet au diktat nazi. Le royaume de Belgique passe alors sous domination allemande. Tout est mis alors en place pour que la doctrine nazie imprègne toutes les couches de la société.

La résistance belge fut très active : exfiltrations de pilotes et d'équipage alliés, transmission de renseignements, publications de presses clandestines, sabotages, etc. En Belgique, comme dans les pays de l'ouest du continent, les réseaux de résistants reçoivent soutien, armes et munitions des forces alliées mais ces derniers n'ont pas la même confiance que les russes dans la capacité des résistants à mener des actions de grande ampleur efficaces. Ils ne font alors appel à eux que pour des missions ponctuelles et misent sur le bombardement d'objectifs militaires et industriels allemands pour venir à bout de l'ennemi nazi. Les résistants ne doivent pas s'en prendre frontalement aux allemands mais préparer dans la clandestinité le jour J essentiellement en recrutant, en informant et en sabotant.

A partir de 1943, faisant à ces premiers revers militaires, l'Allemagne durcit fortement sa politique de répression de la résistance partout en Europe. Dans ce contexte, de nombreux résistants sont arrêtés et déportés dans des camps de travail. Dans ces camps, les déportés en sont réduits à l'état d'esclave au service de la machine de guerre allemande. Les SS louent aux industriels locaux les services de cette main-d'œuvre docile, très bon marché et sans cesse renouvelée. Véritable système organisé de mort lente par le travail, ces camps permettront aux allemands de maintenir leur production industrielle, indispensable au bon fonctionnement de leur machine de guerre.

Libérée en décembre 1944, le royaume de Belgique est en proie à une résistance qui rechigne à rendre les armes et à se dissoudre. Au lendemain de la libération l'exaltation nationale est modérée par les séquelles de la collaboration, les divisions entre wallons et flamands et la remise en question de la royauté. La question royale sera réglée par l'abdication du roi Léopold III et l'intronisation de son fils Baudoin.

Stéphane Hessel - France

Après l'attaque de la Pologne en septembre 1939, la France déclare la guerre à l'Allemagne sans pour autant engager la moindre bataille militaire. Mais le 10 juin 1940, c'est le voisin germanique lui-même qui se lance dans une vaste offensive vers l'ouest. Ne pouvant que peu de chose face à la supériorité mécanique des allemands, le recul des troupes françaises est désolant. Dès le 14 juin Paris tombe, la république s'effondre, le Maréchal Pétain est appelé au pouvoir et conclut l'armistice. Le Général De Gaulle refusant de capituler, s'exile à Londres et lance le 18 juin un appel à la résistance.

La partie nord du pays est occupée alors que la partie sud est directement administrée par le gouvernement français installé à Vichy. Même si ce dernier collabore ouvertement, sa légitimité complexifie en ces premiers temps de guerre l'entrée en résistance de la population. La toute relative tranquillité des débuts de l'occupation ne fait cependant pas oublier que le Reich vainqueur s'approprie les ressources du pays, évidence qui donnera naissance à de nombreux actes spontanés de résistance.

A partir de 1941, la résistance française s'organise, luttant à la fois contre l'envahisseur nazi et contre le régime de Vichy, certains résistants s'exilent à Londres pour rejoindre les forces françaises libres du Général De Gaulle alors que d'autres agissent de l'intérieur.

En 1943, pour faire face au manque de main d'œuvre dans ses usines d'armement, le Reich impose à tous les hommes valides des pays occupés le travail obligatoire. Cette intensification de l'occupation prend une dimension particulière en France où le gouvernement de Vichy promulgue de lui-même une loi le 6 février 1943 qui appelle à un service obligatoire de 2 ans en Allemagne tous les français nés entre 1920 et 1922. Les différents réseaux de résistance appellent alors à la désobéissance et nombreux sont les jeunes français qui fuiront dans le maquis et entreront en résistance.

Dans ce contexte, partout en Europe, les représailles nazies contre toutes formes de résistance s'intensifient. Les allemands s'appuient sur des collaborateurs fanatiques pour infiltrer et démanteler des réseaux de résistance. Tout acte de résistance devient alors de plus en plus risqué.

Pour les réseaux de résistants, il est primordial d'afficher qu'ils sont les premiers à se battre pour la libération de la France. En août 1944, ils lèvent une insurrection dans Paris et le Conseil national de la résistance s'installe à l'Hôtel de Ville malgré la présence de quelques 17 000 soldats nazis dans la capitale. De Gaulle insiste alors auprès des alliés pour que l'armée leur porte assistance. Ce qui sera chose faite le 24 août, dès le lendemain l'Allemagne capitule et le 26 De Gaulle entre triomphant dans Paris. On assiste alors à une véritable renaissance de la France grâce à l'union des français dans le combat.

Rosario Bentivegna - Italie

Rangée dès le début du conflit aux cotés de l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste entend faire des Balkans sa zone d'influence privilégiée. L'Albanie voisine tombe dès 1939, ouvrant ainsi aux troupes les portes de la Grèce, supposée sans défense. Or, se sont les forces du dictateur nationaliste Ioánnis Metaxás qui sortent victorieuses de l'attaque italienne d'octobre 1940. Pourtant le répit ne fut que de courte durée. En avril 1941, venant prêter main forte aux troupes italiennes de Mussolini, Hitler envahit la Yougoslavie puis la Grèce.

Dans un premier temps, la résistance italienne s'articule autour de la lutte contre le régime fasciste et la politique totalitaire imposée par Mussolini. Le débarquement allié en Sicile du 10 juillet 1943 marque un tournant décisif pour la péninsule. Le 25 juillet 1943, le roi Victor-Emmanuel III qui possède toujours le pouvoir constitutionnel de révoquer le Président du conseil, fait arrêter Mussolini et nomme à la tête du gouvernement Pietro Badoglio. Cette révocation sonne alors la chute du régime fasciste. Malgré ces changements radicaux, les instances italiennes maintiennent publiquement leur alliance avec l'axe alors qu'ils négocient secrètement un armistice avec les alliés. Celui-ci est signé le 8 septembre 1943. La réponse allemande ne se fit pas attendre, ils désarment les italiens et envahissent la péninsule pour solidifier leurs positions face aux alliés en Europe du sud. Dès le 10 septembre, les troupes du Reich occupent Rome et le 12 un commando nazi libère Mussolini, qu'ils installent à la tête de la République de Saló au nord du pays. Le pays est alors coupé en deux, au sud l'Italie libérée, gouvernée par Pietro Badoglio et le roi et au nord, la République fantoche de Saló aux mains des nazis et des derniers fascistes. C'est dans cette partie nord de la péninsule que le Comité de libération national qui regroupe, des communistes aux libéraux, tous les partis anti-fascistes, organise la résistance. Pour intimider la population et dissuader les résistants, les représailles allemandes y sont sanglantes. Rome est libérée le 5 octobre 1944, mais les nazis en n'ont pas fini avec l'Italie, ils se replient en bon ordre derrière la ligne dite « gothique ». Cette déferlante de soldats sur un territoire tenu jusqu'à présent par les partisans entraîne de violents combats au corps à corps. En 1945, les dernières forces nazies et fascistes sont défaites. L'armée allemande capitule le 25 avril permettant à la péninsule de retrouver sa liberté, libération qui donnera naissance en 1946 à la République italienne.

Baruch Shub - URSS

L'alliance scellée lors du pacte Germano-soviétique entre le Reich et l'URSS tourne rapidement court. Dès le 22 juin 1941, Hitler lance l'opération Barbarossa, la Wehrmacht se rue sans aucune pitié sur l'allié d'hier. L'armée rouge, prise par surprise est disséminée. Pourtant, pour Hitler, il ne s'agit pas d'une simple guerre de conquête mais aussi et surtout d'une guerre idéologique. Les nazis entendent anéantir le régime bolchevick en exterminant l'ensemble des dirigeants communistes. Dans cette perspective, à l'automne 1941, le Führer impose à ses Etats satellites comme la Hongrie ou la Roumanie, le pacte antikomintern qui met les communistes hors la loi. Tous les partis communistes d'Europe répondant à l'appel de Staline contre les nazis, sont en effervescence. Familiers de l'action clandestine, ils sont rapidement opérationnels.

Pourtant, dès 1943, le système nazi qui semblait insubmersible connaît ses premiers revers militaires. La bataille de Stalingrad, première lourde défaite, redonne un élan d'espoir à la résistance européenne qui s'amplifie et se radicalise.

Suite à la victoire de Stalingrad, la machine de guerre soviétique est en marche, gagnant toujours plus de terrain sur les forces du Reich et, en juillet 1944, l'armée rouge entre en Pologne accompagnée du Comité polonais de libération nationale. Installé par le grand frère soviétique à Lublin et ce malgré les réticences des alliés occidentaux, ce comité agit comme un véritable gouvernement. Niant l'existence du gouvernement polonais en exil, il édicte des réformes et cède même l'Ukraine et la Biélorussie polonaise à l'URSS. Pour le gouvernement en exil et la résistance locale, il s'agit ni plus ni moins que d'une nouvelle agression soviétique. Les résistants aspirant à la liberté et l'indépendance, envisagent de libérer Varsovie seuls, avant l'arrivée des chars russes. Ici comme dans de nombreux pays européens l'enjeu de la libération s'articule aussi autour de la prise de pouvoir et de la reconnaissance d'un rôle politique futur. Mais dans la tentative de libération de Varsovie, l'aide anglo-américaine est largement insuffisante et les résistants polonais lutteront seuls durant 63 jours, subissant de plein fouet de lourds bombardements, des massacres et de violents combats de rue sous les yeux des russes qui, postés aux portes de la ville attendront 40 jours avant d'intervenir. Le 2 octobre, les chars allemands ont raison des résistants.

Dès janvier 1945, l'armée rouge reprend sa marche en avant et installe en Pologne un gouvernement à sa solde avec l'accord implicite des alliés occidentaux. Le sort des résistants de l'intérieur est alors scellé pour plusieurs décennies. En effet, quelque fut le rôle et l'importance de la résistance polonaise elle n'eut aucun poids dans le partage stratégique de l'Europe conclu entre les vainqueurs. Si Churchill et Roosevelt ont laissé la Pologne à Staline c'est pour avoir les mains libres en Grèce et conserver un accès à la Méditerranée. L'URSS imposa donc son hégémonie politique, économique et sociale en Europe de l'est et ce jusqu'en 1989.